

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4322 - Jeudi 23 Février 2023 - Prix : 200 Fc

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME :

La stratégie nationale validée



Un atelier de dissémination des résultats de l'ENR et de validation de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a eu lieu mardi dernier à Moroni. Après validation, la stratégie nationale n'attend que son adoption par le Conseil des ministres.

Une évaluation nationale des risques (ENR) a été réalisée par l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, sous la supervision d'un comité de coordination mis en place par arrêté du Ministre des finances et avec l'assistance technique de la Banque Mondiale. Un atelier de dissémination des résultats de l'ENR et de validation de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a eu lieu mardi 21 février à Moroni. « Les différentes équipes de travail mises en place ont d'abord procédé à la collecte de statistiques mais aussi des données qualitatives dans tous les secteurs concernés par la LBC/FT. Leur analyse a ensuite

permis d'identifier les menaces et les vulnérabilités existantes en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquelles le pays est exposé aussi bien au niveau national que sectoriel. Le croisement des niveaux de menaces et des niveaux de vulnérabilité a permis de déterminer le niveau du risque de BC/FT », lance le secrétaire général des finances, Yahaya Ahmed Houmadi.

Selon lui, les résultats de ces travaux ont mis en évidence un niveau de risque moyennement élevé de blanchiment de capitaux et un niveau de risque moyennement faible de financement du terrorisme. « Le rapport de l'ENR ainsi que les plans d'action qui en sont issus forment les piliers de la stratégie nationale de LBC/FT que toutes les parties concernées devront déployer dans les années qui viennent », précise-t-il. La dissémination des résultats de l'ENR vise en premier lieu à conscientiser les autorités nationales compétentes, les assujettis du secteur financier et du secteur non financier à leurs obligations en la matière.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

02 Chaanban 1444

Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Février 2023

Lever du soleil:

06h 08mn

Coucher du soleil:

18h 33mn

Fadjr : 04h 55mn

Dhouhr : 12h 24mn

Ansr : 15h 48mn

Maghrib: 18h 36mn

Incha: 19h 50mn



ENFANTS DE LA LUNE À ANJOUAN :

Mohamed Ali :

"aidez-nous à vivre comme d'autres enfants normaux"

Docteur Zahara Salim, présidente de l'association « enfants de la lune » a convié la presse ce mercredi matin, pour demander de l'aide afin de pouvoir évacuer trois enfants à Mayotte et à l'île Maurice. Devant un panel de journalistes, elle a insisté sur l'évacuation imminente de ces trois patients.

Six, tel est le chiffre des enfants de la lune recensés et suivis à Anjouan. Chafeanti Mohamed, âgé de 2 ans, Dhoulfaou Attoumane (6 ans), toutes deux du village d'Adda dans le Nyomakélé, Mohamed Ali (20 ans) dans un village limitrophe d'Adda, Magnasini, M. Dayane (12 ans) de Mutsamudu et Mahmoud Abou (4 ans) originaire d'Adda. La pathologie de son nom scientifique, se nomme Xeroderma pigmentosum, littéralement appelé maladie des enfants

malades de la lune. Cette maladie est caractérisée par une extrême sensibilité au soleil et aux rayons ultraviolets, et par une élévation considérable du risque de cancers cutanés si une photo-protection adéquate n'est pas mise en œuvre. « Ces enfants sont nés avec une défaillance enzymatique non remarquable à la naissance. Les enfants malades de la lune sont nés avec une peau normale, mais l'exposition au soleil et aux rayons ultraviolets provoquent des lésions qui deviendront des tumeurs pré cancérogènes. Si on ne protège pas l'enfant, ça devient trop tard » précise Docteur Zahara Salim.

En 2019, deux enfants ont été évacués à Maurice à la charge de la fédération solidarité communauté océan indien, FSCOI en partenariat avec d'autres œuvres de bienfaisance. La prise en charge hospitalière à Maurice est de haute qualité par rapport à Mayotte. Communément

appelés « enfants de la lune », ces enfants qui ne supportent pas le soleil et les rayons ultraviolets à cause d'une défaillance enzymatique, nécessitent une évacuation sanitaire. Cette maladie génétique n'est pas contagieuse et ne se traite pas. Le seul traitement est la protection de ces enfants contre le soleil. Un des parents d'enfant malade de la lune lance un appel à sauver ces enfants. « Nous demandons aux voisins de voir nos enfants comme les leurs. On ne peut pas être en permanence toutes les heures et personne ne peut contrôler un enfant à 100%. Voisins et proches aidons-nous à protéger ces enfants », avance Attoumane Chayhane père d'un enfant malade de la lune.

Pour Mohamed Ali, âgé de 20 ans, cet enfant malade de la lune demande l'aide de tout le monde. Ce dernier a été évacué à Maurice en 2019 et devrait retourner en 2020



Zahara Salim avec des enfants malades de la lune.

mais il n'a pas pu y retourner à cause de la fermeture des frontières en raison de la covid-19. «Aidez-nous à être en vie comme d'autres enfants normaux », appelle-t-il. Une nouvelle dynamique pour des activités génératrices de revenus, avec à sa tête le journaliste d'Al-Watwan

Ahmed Zaidou et d'autres jeunes, sont derrière la dermatologue Zahara, pour atteindre l'objectif qui vise à évacuer deux enfants à Mayotte et un autre à Maurice.

Nabil Jaffar

SANTÉ PUBLIQUE

L'usage de la Cyproheptadine, un danger chez la femme à Mohéli

La « cypro » cet antihistaminique souvent utilisé pour les symptômes associés aux allergies, peut être utilisée pour améliorer l'appétit et favoriser la prise de poids. Plusieurs femmes à Mohéli utilisent abusivement ce médicament qui constitue, selon les responsables de la santé de l'île, un facteur de plusieurs maladies en particulier le diabète et d'autres effets indésirables. À Fomboni, ce médicament se vend comme des petits pains au marché et dans plusieurs coins de la ville. Les médecins tirent la sonnette d'alarme.

Au marché de Fomboni comme dans certaines épiceries de la capitale, il n'est pas rare de voir des antalgiques vendus pour calmer la douleur ou même lutter contre la fatigue. Bien que ce ne soient pas les lieux appropriés pour la vente de ce genre de médicaments, l'on trouve encore d'autres médicaments tels que la super-appé-

tit, le phamactin, Abitol ou Periacine. Ces cyproheptadines sont vendus en grande quantité. Et selon nos enquêtes, ces médicaments sont achetés en général par des femmes qui veulent grossir tout en augmentant le volume de leur derrière et avoir une belle poitrine.

« Ces médicaments m'apportent beaucoup car ils sont très sollicités par les femmes. D'ailleurs en cas de rupture de stock les consommatrices m'engueulent ici. J'ai même établi des liens d'amitié avec des femmes à force de venir acheter ces produits » témoigne un vendeur au marché de Fomboni. Un avis partagé par un grossiste dans une boutique située à Salamani.

Les responsables sanitaires tirent la sonnette d'alarme face à ces pratiques. Selon eux, ces médicaments ont plusieurs effets secondaires qui peuvent nuire à la santé de la femme. « La prise de poids, la somnolence, la baisse de la vigilance, des troubles de la mémoire ou de la

concentration, et des vertiges font partie des effets indésirables de ces médicaments » explique Dr Sitti Fatima Mohamed Dakoïne, chargée de la santé de la reproduction maternelle, néo-infantile et adolescents (SRMNIA) auprès de la direction régionale de la santé Mohéli.


Bien que la notice du Phamactin indique que « Ce sirop est très efficace pour aider à agrandir les hanches, la poitrine et les fesses, il redé-

fini l'apparence de votre corps en vous augmentant uniformément ». Dr Sitti Fatima averti « Ces médicaments induisent une augmentation de la masse grasse par stimulation du stockage dans les adipocytes, les cellules qui constituent le tissu graisseux. Une femme qui utilise ces médicaments court un grand risque car elle peut à tout moment provoquer du cancer dans le corps, risque d'accidents vasculaires cérébraux et


surtout elle peut à tout moment devenir diabétique. Je conseille à celles qui ont l'habitude de boire des cyproheptadines de les abandonner pour l'intérêt de leur santé ». Aucune femme n'a voulu partager son point de vue sur ce sujet et d'ailleurs celles qui pratiquent ces techniques pour modifier leur apparence physique l'acceptent rarement.

Riwad





AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) Infirmier (e) la clinique des Nations Unies», NPSA 5

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir du lien ci-dessous :

*** Poste « Infirmier (e) , UN Clinic », NPSA 5**

*** https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/8372**

Date de début de Publication :

08 Février 2023

Date limite dépôt des candidatures :

01 mars 2023

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME :

La stratégie nationale validée

Suite de la page 1

« Non seulement ils doivent comprendre les risques analysés mais ils ont surtout l'obligation de les prendre en compte lors de la réalisation de l'analyse des risques de leurs propres activités et lors de la construction et du déploiement des mesures qu'ils vont mettre en place pour réduire et gérer lesdits risques de BC/FT », dit-il. Selon lui, la validation de cette stratégie nationale et son adoption prochaine par le Conseil des Ministres témoignera de la volonté des plus hautes autorités du pays à lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et toute sorte de crimina-

lité économique et financière.

De son côté, le ministre de l'intérieur assurant l'intérim du ministre des finances salue l'excellent travail de toutes les équipes techniques qui ont œuvré à la réalisation de l'ENR depuis son lancement en octobre 2019, en particulier le Service de Renseignements Financiers et la Banque Centrale des Comores. « De plus, en 2021 la loi relative à la lutte contre le terrorisme, son financement et à la répression du blanchiment d'argent a été promulguée. De même, un nouveau code pénal incriminant plusieurs infractions sous-jacentes à l'infraction de blanchiment de capitaux est entré en vigueur », déclare le ministre de

l'intérieur Mahamoud Farkriddine.

Selon lui, différentes structures ont été mises en place, en particulier le Comité national de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. « Au mois de juin prochain, notre pays va faire l'objet d'une visite sur place par le GIABA dans le cadre du deuxième cycle des évaluations mutuelles. Ce processus comprend l'examen du cadre juridique et institutionnel ainsi que l'évaluation de l'efficacité du dispositif de LBC/FT. Cette évaluation marque une étape importante dans le renforcement du dispositif national de LBC/FT car elle permettra d'identifier les lacunes et les mesures à prendre pour

rester conforme aux recommandations du GAFI, et enverra un message fort sur l'engagement des hautes autorités à la communauté financière internationale et aux partenaires au développement », montre-t-il.

Par ailleurs, la stratégie nationale et les plans d'action ont pour objectifs de corriger les vulnérabilités identifiées dans le rapport de l'évaluation nationale des risques (ENR). Il consiste à renforcer la compréhension par l'Union des Comores de son exposition aux risques de BC/FT et améliorer les mécanismes de coordination et de coopération nationale et internationale, renforcer les capacités du service de renseignements financiers et

des autorités d'enquête et de poursuite, définir et mettre en œuvre une politique de sanctions pénales, prévenir et combattre l'exploitation des Organismes à But Non Lucratif à des fins de financement du terrorisme, assister les assujettis dans la mise en œuvre de leurs obligations de vigilance et déployer un dispositif de supervision par les risques, mettre en place un dispositif de collecte et de diffusion des informations sur les bénéficiaires effectifs, favoriser l'inclusion financière et lutter contre l'informalité, et renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Nassuf Ben Amad

RENCONTRE ENTRE AZALI ET LES MISSIONS DIPLOMATIQUES :

La Zlecaf au cœur du plan d'action du chef de l'UA

Peu de temps après son accession à la tête de l'Union Africaine, le chef de l'Etat Azali Assoumani a réuni à Beit-Salam mardi 21 février toutes les missions diplomatiques accréditées à l'extérieur, afin de leur exposer la feuille de route de son mandat à l'UA. La Zlecaf est au cœur de son agenda.

C'est une première depuis son retour au pouvoir en 2016. Le tout nouveau président de l'Union Africaine Azali Assoumani a réuni mardi 21 février les missions diplomatiques accréditées à l'extérieur pour les sensibiliser sur les orientations, attentes et objectifs qui doivent guider son mandat à la tête de l'Union Africaine pour 12 mois et ce depuis le 18 février dernier. Dans son allocution, le Chef de l'Etat a fait part des défis colossaux auxquels fait face l'Afrique et ses régions, qu'il s'agisse de l'insécurité et plus particulièrement le terrorisme, ou des guerres frontalières et des changements anticonstitutionnels. Et selon lui, « lorsqu'un continent, qui abrite plus d'un milliard d'âmes est en détresse, les solutions ne peuvent pas être isolées mais

concertées et inclusives pour être durables ». Et la Zone de Libre Echange Continentale Africaine « ZLECAF » et son accélération est une priorité de son mandat. « Je vous informe, dans ce sens, que notre pays vient de déposer l'instrument de ratification de cette ZLECAF et notre première mission consistera donc, à convaincre les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier le traité, afin que notre organisation puisse passer à la phase de concrétisation de la politique volontariste de nos Etats », avance-t-il.

Désormais, les ambassadeurs comoriens sont priés de défendre et soutenir la ratification de la Zlecaf partout dans les forums. « Votre ministère de tutelle, en concertation avec les départements concernés, ne ménagera aucun effort, pour vous mettre à jour, sur l'évolution de ce processus important » insiste-t-il. Mais pour que la Zlecaf soit effective et durable, la consolidation de la paix et de la stabilité dans le continent doit être mise en œuvre afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et énergétique, etc.

À la sortie de cette réunion, l'am-



bassadeur des Comores à Pekin Maoulana Charif explique que ce fut une occasion de se féliciter et de se réjouir de cette grande réussite diplomatique. « C'est une première qu'un petit pays insulaire en développement puisse être à la tête de l'Union Africaine et c'est une chose qui doit satisfaire tout comorien », lance-t-il. Ce dernier a montré que le locataire de Beit-salam a évoqué plusieurs points dont la question relative à la sécurité alimentaire, la question du change-

ment climatique, la paix et la sécurité en Afrique. « Il y a beaucoup des problèmes en Afrique et cela appartient au chef de l'Etat et son équipe de relever les défis pour instaurer la paix et la sécurité dans le continent », poursuit-il.

Le chef de l'Etat aurait souligné aussi la nécessité pour les ambassadeurs de se rencontrer une fois par an pour faire le bilan et dégager des perspectives pour l'avenir. De ce fait, une réunion technique a été organisée hier

mercredi 22 février au niveau des ambassadeurs, afin de voir comment travailler en étroite collaboration avec le ministère des affaires étrangères et la présidence. « L'idée est de mettre en place un calendrier, un agenda, et une fiche technique permettant à chaque ambassadeur de faire la promotion de cette présidence africaine », conclut-il.

Andjouza Abouheir

FILIÈRES MARAICHÈRES ET VIVRIÈRES

Six centres ruraux de développement bénéficiaires

Le secrétaire général adjoint du ministère de l'agriculture Ahmada Djoubeir a dirigé hier mercredi l'atelier de lancement officiel du programme « Améliorer les techniques des productions des filières maraichères et vivrières de six centres ruraux de développement aux Comores ». Un programme financé par le FAO visant à améliorer les capacités opérationnelles, infrastructurelles et matérielles de ces centres.

Six centres ruraux de développement (CRDE), à savoir, le CRDE de Sidjou, Maweni, Ouani, Boungwéni, Mledjele et Mibani ont été retenus dans le cadre du programme, améliorer les techniques des productions des filières

maraichères et vivrières des CRDE. L'identification de ces CRDE d'après les termes de référence, est faite par rapport à la disponibilité d'espace cultivable de ces centres, de cul-

tures favorables dans ces zones et le renforcement des capacités techniques.

« A travers ce TCP, nous proposons des actions qui vont permettre



de capitaliser sur les acquis des programmes finis ou en cours sur la nutrition et la production. Le projet se veut d'être donc un ensemble d'actions cohérentes, en synergie réciproque et focalisées de façon efficace pour un impact visible et véritablement profitables aux bénéficiaires concernés », lit-on dans les termes de référence », avance Ahmada Djoubeir. Et de poursuivre : « Le mandat de la FAO est d'améliorer les niveaux de nutrition, la productivité agricole et la qualité de vie des populations rurales et contribuer à l'essor de l'économie mondiale, à travers cinq objectifs stratégiques en harmonie avec les ODD et la SCA2D ».

A l'entendre, le TCP vise à sensibiliser et à informer l'ensemble

des parties prenantes, sur les actions à mener et les résultats attendus au niveau national. « Ce TCP concerne tout le monde paysan, mais surtout les CRDE », souligne-t-il.

Le programme intervient dans un contexte particulier où pour assurer une alimentation équilibrée de sa population, le gouvernement importe des denrées alimentaires en provenance des pays voisins. « Et pour remédier à cette situation, il devient judicieux que le programme et les projets tiennent absolument compte des besoins pressants en identifiant des actions jointes susceptibles d'être développées durablement en vue d'améliorer les conditions de production locale », note le document.

Maoulida Mbaé



Communiqué de presse

Union européenne

COMMERCE : L'Union européenne reste en 2021 le premier partenaire économique et commercial de l'Union des Comores

Moroni – L'analyse des flux commerciaux montre qu'en 2021 l'UE est le premier partenaire de l'Union des Comores aussi bien en termes d'exportations que d'importations. L'UE est aussi le premier partenaire en termes d'investissements directs étrangers dans le pays. L'analyse montre enfin le faible commerce au sein des pays de la région - AfOA5 (Maurice, les Comores, Madagascar, les Seychelles et le Zimbabwe).

Commentant l'analyse des flux commerciaux, Isabelle Delattre, Ambassadrice de l'Union européenne auprès de Madagascar et de l'Union des Comores remarque que :

- « L'UE est en 2021 le principal partenaire de l'Union des Comores, dans un environnement économique mondial chamboulé suite à la succession de chocs (Covid, flambée des matières premières suite à l'invasion de l'Ukraine). L'UE détient 27,2% du commerce total, devant les Emirats arabes unis et le Pakistan. Les échanges avec l'UE sont favorisés par la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi), ratifié par les Comores en 2019, outil majeur de croissance, d'investissement et de commerce. L'UE a pour ambition de continuer à développer les relations économiques et commerciales avec les Comores, et à soutenir une croissance verte, riche en emplois. »

Les échanges commerciaux des Comores 2021 :

Commerce total :

En 2021, le commerce total de l'Union des Comores s'élève à 275 M EUR. Ce chiffre est en hausse de 8,7% par rapport à 2020. La récupération amorcée en 2020 se confirme après le choc en 2019 dû au cyclone Kenneth qui a frappé le pays.

L'UE est le premier partenaire avec 27,2% devant les Emirats arabes unis (19,3%) et le Pakistan (12,5%). Au niveau des pays, la France représente environ 70% du commerce total de l'UE avec les Comores, ce qui en fait de loin le partenaire le plus important.

Exportations :

En 2021, les exportations des Comores sont en baisse de 8,5% par rapport à l'année précédente.

L'UE est le premier marché de destination des exportations comoriennes (44,1% du total pour un montant de 7,3 M EUR). L'Union arrive largement en tête devant l'Inde (21,8%), Madagascar (7,6%) et les Etats unis (5,9%).



Port de moroni

Les principaux produits d'exportation vers l'UE sont la vanille (58,4% du total des exportations sont à destination du marché UE), l'ylang-ylang (77,8%) et le girofle (16,0%). La France mais aussi l'Allemagne sont des marchés importants des produits comoriens au niveau de l'UE.

Importations :

En 2021, les importations des Comores sont en hausse de 10,4% par rapport à l'année précédente. Les principaux produits importés sont les denrées alimentaires (riz, volailles et viande), le fuel et les matériaux de construction.

L'UE est le principal fournisseur des Comores, avec une part de marché de 26,2% correspondant à un montant de 67,7 M EUR. L'UE devance les Emirats arabes unis (20,3%), le Pakistan (13,3%) et la Chine (6,9%).

Les principaux produits importés de l'UE sont les biens d'équipement et les produits alimentaires. Au total, la France représente 78,9% des importations en provenance de l'UE.

Commerce régional :

Le commerce des Comores avec les autres pays de la zone Afrique australe (Madagascar, Maurice, Seychelles et Zimbabwe) est très faible, ainsi que plus généralement le commerce intra zone. Les échanges commerciaux s'élèvent en 2021 à seulement 7 M EUR. Madagascar et Maurice sont les seuls pays de la zone avec lesquels il existe des flux commerciaux avec les Comores. Il existe un fort potentiel qui reste à exploiter pleinement dans le cadre de l'APEi.

BASKET-BALL

Des Play-offs qui promettent du spectacle

Le championnat régional de basket au niveau de Ngazidja est entré dans son épilogue. Dans la nuit du 26 février prochain, nous connaissons l'heureux représentant qui va être l'ambassadeur des clubs de Ngazidja lors de la phase nationale qui va se dérouler à Ndzouani à partir du 18 mars prochain.

La phase régionale dite play-offs a débuté hier 22 février et prendra fin ce 26 février avec la finale qui opposera les deux meilleurs clubs de l'île. « Les matchs des Play off consistent à déterminer le champion régional de Ngazidja qui représentera la Ligue de Ngazidja à la phase nationale prévue le 18 mars prochain à Anjouan », nous indique le président de la Fédération Comorienne de Basket-Ball.

C'est du classique au niveau de

la ligue régionale de Basket-ball de Ngazidja. Depuis des années, le championnat de Ngazidja est dominé par le trio Djabal Basket, Amisco et BCM de Mitsoudje. Cette année plus que jamais la tradition a été respectée. Les trois clubs en compagnie d'Atomic club de Ntsoudjini se retrouvent dans le dernier carré du championnat régional de Ngazidja.

Pour ces play-offs, le champion en titre, Djabal Basket sera opposé à l'emblématique Amisco de Moroni ce jeudi à partir de 18h30 au stade de Moroni. Cette année, comme l'année dernière, le club d'Ikoni va jouer son va-tout pour atteindre la finale régionale et éventuellement la remporter pour représenter l'île lors de la phase nationale qui se déroulera cette année à Ndzouani. Pour se faire, il faudrait qu'il passe sur les hommes de Papaidi, l'entraîneur des rouges de la capitale. Ne se présentant pas en victime expiatoire, le

club le plus titré du pays va de son côté essayer de renouer avec son passé glorieux.

Basket-ball Club de Mitsoudje (BCM), tentera de son côté de passer le plafond de verre. Toujours au rendez-vous mais jamais couronné, le club de Mitsoudje aura une envie folle d'être le premier club de Hambou à inscrire son nom dans le palmarès du championnat des Comores. Battu d'un cheveu l'année dernière en finale du Championnat régional par Djabal, BCM a l'opportunité cette année de prendre sa revanche en écartant dès les demi-finales Atomic Basket de Ntsoudjini. La rencontre entre ces deux clubs s'est tenue hier 22 février au stade de Moroni dans la nuit.

Outsider de ces play-offs, le club de Ntsoudjini jouera crânement ses chances pour se hisser pour la première fois en finale du Championnat régional. Leur présence dans ces



play-offs n'est en effet pas le fait du hasard. Leur présence répond aussi à une logique des clubs de Ntsoudjini au premier plan, la branche du foot-

ball de son côté joue pour obtenir son retour dans l'élite du ballon comorien.

AS Badraoui

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX STAGIAIRES EN PASSATION DES MARCHÉS

Date de Publication : le 22 Février 2023

1. INTRODUCTION

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : recrutement de deux stagiaires en Passation des Marchés. Le portefeuille de la Banque Mondiale aux Comores est confronté à des défis dans sa mise en œuvre à cause entre autres, du manque de spécialistes qualifiés en passation des marchés publics. Le nombre croissant des projets financés par la Banque Mondiale demande plus de capacité en spécialistes francophones en passation des marchés dans le pays pour accompagner la mise en œuvre effective des projets en temps opportun.

Afin d'augmenter le nombre de spécialistes en passation des marchés sur le marché national, le Gouvernement de l'Union des Comores à travers le PROJET ADSF recrute deux stagiaires récemment diplômés dans les domaines droit, gestion de projet, administration, économie, gestion ingénieurs en bâtiment et travaux publics, etc.

2. OBJECTIF DU PROGRAMME DE STAGE

L'objectif du programme de stage est de renforcer les capacités techniques et les comportements au travail du/de la stagiaire en lui facilitant des expériences pratiques sur le terrain et dans le milieu professionnel des marchés publics. A la fin du stage, les bénéficiaires auront une expérience professionnelle pratique dans le domaine des marchés publics, Les stagiaires sont censés acquérir les connaissances et les compétences liés

aux marchés publics dont la législation sur les marchés publics aux Comores et la réglementation des marchés publics de la Banque mondiale. Un certificat d'attestation de stage, sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assistant en passation des marchés publics. La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'UGP. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONDITIONS DE CANDIDATURE POUR LE STAGE

Les conditions requises sont les suivantes :

- Etre de nationalité comorienne,
- Être âgé de moins de 25 ans
- Récemment diplômés (2020 et 2021) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
- Être titulaire d'au moins une licence en Ingénierie, Droit, Économie, Passation de marchés, Comptabilité, Administration ou sciences sociales
- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

4. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier à soumettre doit comprendre les documents suivants :

- Lettre de motivation,
- Curriculum Vitae,
- Copie des diplômes,
- Copie d'une pièce d'identité valide.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à 11h00.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement** (version juillet 2016, révisée 2017, 2018 et 2020). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

5. Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le Mercredi 08 Mars 2023 à 10 h 00 minutes, heure locale de Moroni, en Union des Comores, avec la mention : **Recrutement de deux stagiaires en Passation des Marchés.**

6. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :

Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Mme la Coordinatrice Nationale
Sis à la Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02-

Email : Housna.UGP@banque-comores.km –
Anfifa.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

Date de l'avis : 20 Février 2023

1. L'Union des Comores a reçu un financement auprès de l'Association internationale de développement d'un montant équivalant à vingt millions de dollars (20 millions USD), pour financer le Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF – P166193), et se propose d'utiliser ces fonds pour régler des fournitures, travaux et services de consultant devant être acquis dans le cadre de ce projet. Ce projet sera financé conjointement par un don et un crédit.

2. Objectif :

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193) vise à accroître l'efficacité des prestations de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

En somme les activités du projet faciliteraient l'accès au système financier et l'utilisation des services financiers. Le projet investira dans les infrastructures financières (SAT +, système bancaire de base pour la BCC, et un switch national de paiement de détail), l'éducation financière, et la prise en charge des comptes de transaction de base (CTB) et la numérisation des institutions financières et des flux de paiement. Le projet soutiendra l'amélioration de la stabilité et l'intégrité financière pour encourager la confiance dans les services financiers et donc en booster la demande et l'usage, grâce à des investissements dans les systèmes informatiques pour la supervision (application pour la supervision bancaire et registre de crédit) et une assistance technique qui renforcera la capacité de la BCC grâce au soutien d'un conseiller résident. Le projet mettra en œuvre les recommandations de l'évaluation nationale des risques et le renforcement des capacités sur l'analyse financière des transactions suspectes.

3. Le projet comprendra les composantes suivantes :

** Composante 1 : Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière

- Automatisation des transactions interbancaires et développement des paiements numériques.
- Facilitation de l'accès et l'usage des services financiers numériques
- Amélioration de la stabilité et l'intégrité financières

** Composante 2 : Gestion de projet

- Appui à la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet.

4. Les consultants/fournisseurs/entrepreneurs intéressés pour chaque activité ci-dessous doivent fournir les informations prouvant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, CV, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience, etc....).

a) Consultant Individuel

- Recrutement consultant/Elaboration de la stratégie nationale de l'inclusion financière ;
- Recrutement de consultants pour appui à l'établissement des réseaux agents et commerçants ;
- Recrutement consultant juriste/appui à la BCC pour élaboration des règlements sur les réseaux agents bancaires ;
- Mise à jour et amélioration de la Centrale des risques ;

- Recrutement d'un conseiller en supervision bancaire ;
- Recrutement d'un consultant en appui à la BCC pour la rédaction du cadre réglementaire de la surveillance du système de paiement ;
- Recrutement d'un consultant en Appui à la BCC pour la révision des règlements bancaires ;

b) Bureau d'étude

- Recrutement consultant/Etudes, diagnostic et état de lieux des besoins des institutions financières non bancaires pour la numérisation des paiements ;

c) Fourniture et Système d'information

- Acquisition switch National ;
- Acquisition logiciels, matériels et équipements pour la CRC ;
- Achat véhicule ;
- Acquisition des matériels informatiques et mobiliers du bureau ;

d) Travaux de construction et réhabilitation

- Travaux d'entretien, Aménagement salle serveur site secours

e) Des consultations de fournisseurs sont prévues en vue de l'acquisition de matériels informatiques, des mobiliers du bureau et de divers équipements conformément aux Directives de la Banque Mondiale pour la passation de marchés de fourniture.

f) Des consultations de fournisseurs sont prévues également pour des travaux de construction et des réhabilitations.

5. Le PADSF invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

6. Les marchés financés par ce don/crédit seront passés conformément aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés d'un financement de projet d'investissement (FPI) de juillet 2016 et les mises à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

7. Les avis relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la Banque mondiale seront publiés, au moment opportun.

8. Les soumissionnaires potentiels satisfaisant aux critères de provenance souhaitant figurer sur la liste des destinataires d'avis de présélection/d'appel d'offres dans le cadre des procédures d'appel à la concurrence internationale, ou ceux ayant besoin de renseignements complémentaires, devront s'adresser à l'adresse ci-dessous.

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 06 Mars 2023 à 10heures 00 min, heure locale de Moroni (GMT+3)– Union des Comores :**

A Madame la Coordinatrice du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF) - Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 – E-mail : Anfifa.UGP@banque-comores.km; SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km.